



Les retenues collinaires font-elles ressource ? Réflexions à partir de la Tunisie Centrale

Jeanne Riaux, Andrew Ogilvie, Zakia Jenhaoui

► To cite this version:

Jeanne Riaux, Andrew Ogilvie, Zakia Jenhaoui. Les retenues collinaires font-elles ressource ? Réflexions à partir de la Tunisie Centrale. " Entre abondance et rareté : eau et sociétés dans le monde arabo-méditerranéen et les pays du Sud ". 6e colloque de la T.M.A. for H.S.E.S, Apr 2014, Monastir, Tunisie. Entre abondance et rareté : eau et sociétés dans le monde arabo-méditerranéen et les pays du Sud. <halshs-01213344>

HAL Id: halshs-01213344

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01213344>

Submitted on 9 Oct 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« Entre abondance et rareté : eau et sociétés dans le monde arabo-méditerranéen et les pays du Sud ». 6^e colloque de la T.M.A. for H.S.E.S. Avril 2014, Béja, Tunisie.

Les retenues collinaires font-elles ressource ? Réflexions à partir de la Tunisie Centrale

Riaux Jeanne, IRD, UMR G-eau/INAT

Ogilvie Andrew, IRD, UMR G-eau

Zakia Jenhaoui, IRD-Tunis / INAT

À partir des années 1930, la question de la dégradation des sols et de l'érosion est érigée en problème à traiter, notamment dans le cadre de programmes de lutte antiérosive¹. Dès lors, les grands programmes de développement rural comportent tous un volet « conservation des eaux et des sols » ou « Défense et restauration des sols ». Ces programmes reposent sur la construction de deux types d'ouvrages destinés à limiter l'érosion et ses conséquences. Les premiers sont destinés à retenir la terre là où elle se trouve à l'aide de banquettes ou cordons de pierre associés à des plantations, les second ont pour objectif de « piéger » les sédiments dans des ouvrages disséminés sur le territoire : barrages et retenues collinaires. D'immenses espaces sont ainsi aménagés à travers le monde², et en particulier dans les régions du pourtour Méditerranéen, jugées particulièrement vulnérables aux problèmes de dégradation des sols³.

C'est le cas en Tunisie où, depuis les années 1960, les programmes d'intervention publique mis en œuvre dans les régions centrales du pays

¹ Cf. Bennet 1939, cité par Roose, E., Sabir M., Laouina A., *Gestion durable des eaux et des sols au Maroc : valorisation des techniques traditionnelles méditerranéennes*. IRD Éditions, 2010. Si Bennet est considéré comme le père fondateur de la lutte antiérosive, l'idée d'empêcher les montagnes de tomber vers les plaines existait déjà, par exemple en France depuis le milieu du XIX^e siècle, idée mise en pratique à travers la loi RTM (cf. Cheylan J. P., Riaux J., (2013). « Les notions d'aléa et de risque vues du Haut Atlas : pratiques, savoirs et savoir-faire », in *Vertigo*, 13(2), 2013 [édition numérique]).

² Pour les aménagements en petits réservoirs, cf. Venot J.-P., Krishnan J. « Discursive framing: Debates over small reservoirs in the rural South », in *Water Alternatives*, 4(3), 2011, p. 316-324.

³ Cf. Roose, E., Sabir M., Laouina A., 2010.

impliquent la direction de la Conservation des Eaux et des Sols⁴. Sur la « Dorsale », massif qui traverse le pays d'Ouest en Est, un objectif de 1000 retenues collinaires a été fixé. Actuellement, environ 700 retenues ont été construites. Or, à l'heure actuelle on sait bien peu de choses sur le bilan de cette politique, notamment pour les riverains et « bénéficiaires » de ces aménagements. D'une part, le fonctionnement par projets laisse peu de place au retour d'expérience et à l'évaluation de l'effet de ces politiques sur le moyen ou le long terme. D'autre part, les objectifs assignés à ces ouvrages sont parfois contradictoires : notamment lorsqu'ils associent développement agricole (donc mobilisation des eaux stockées dans les retenues), protection des grands ouvrages de l'aval contre la sédimentation et parfois recharge des nappes (donc infiltration des eaux dans les retenues).

Les travaux de recherche sur ces retenues sont nombreux, mais dans la plupart des cas les auteurs adoptent le point de vue « de la retenue », en étudiant la manière dont elle participe au bilan hydrologique du bassin⁵, ou son efficacité contre l'érosion⁶. Quelques travaux concernent les « usages » de ces retenues⁷. Ces études sont centrées sur les retenues collinaires en tant que génératrices de ressources hydro-agricoles et financières. Par contre, la littérature ne propose aucun témoignage sur les relations que les populations riveraines de ces retenues entretiennent avec ces ouvrages « tombés du ciel ». Pourtant, comme l'ont montré les anthropologues, le rapport à l'eau

⁴ D'après Lacombe, G. (*Évolution et usages de la ressource en eau dans un bassin versant aménagé semi-aride. Le cas du Merguellil en Tunisie Centrale*. Thèse de Doctorat, Université Montpellier II. 2007, 304 p.) entre 1950 et 1960 les chantiers d'aménagement se multiplient, l'État Indépendant y voyant une source d'emploi pour les régions défavorisées. Entre 1968 et 1980 dans le cadre d'un programme tuniso-américain 40 lacs collinaires sont construits sur la zone semi-aride du pays, dans l'objectif de protéger les grands barrages. En 1990 la direction des Aménagement de Conservation des Eaux et des Sols (D/CES) planifie l'aménagement de 1000 lacs collinaires sur la « dorsale » avec des financements européens et tunisiens. En parallèle, des programmes régionaux se développent, dont l'objectif est de sécuriser les productions agricoles.

⁵ Lacombe G. 2007.

⁶ Pabiot F. *Optimisation de la gestion d'un barrage collinaire en zone semi-aride*. Mémoire de Master, ENSAM Montpellier, 1999, 113 p.

⁷ Voir en particulier Selmi S. *Interventions de l'État en milieu rural et réactions des collectivités locales face à la gestion d'une ressource rare. Les lacs collinaires dans le semi-aride tunisien*. Thèse de doctorat en Économie du développement agricole, ENSA Montpellier/IRD Tunis, 1996. Selmi S., Talineau J.-C. « Diversité et problématique de la gestion collective des lacs collinaires tunisiens. La ruralité dans les pays du Sud à la fin du vingtième siècle ». In J.-M. Gastellu (ed), *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du vingtième siècle*. Paris, ORSTOM, 1997, p. 455-470. Selmi S., Talineau J.-C. « Stratégie étatique face aux réalités paysagère et paysanne. Aménagement et développement autour des lacs collinaires tunisiens ». in A. Salem and M. Naceur Omrane, *La Tunisie du Nord : espace de relations*, Publications de la Faculté des lettres de la Manouba, Tunis, 1999, p. 179-198.

et aux techniques n'est jamais ni neutre, ni exempt de relations complexes d'alliance et d'opposition, de pouvoirs qui vont conditionner leur appropriation, utilisation et valorisation⁸.

À travers ces constats, nous faisons l'hypothèse que la construction de retenues collinaires a un impact sur les formes d'organisation locales, sur les relations qui existent entre l'eau et les groupes sociaux, sur les relations que l'eau contribue à façonner au sein et entre les groupes sociaux. Comment cela se traduit-il, concrètement, sur le terrain ? Pour faire écho aux analyses en termes de développement agro-économique, notre réflexion est centrée sur la notion de « ressource » prise dans son acception la plus large : une ressource est un élément de l'environnement sur lequel un groupe social a porté un regard valorisateur⁹. Nous nous interrogerons sur la manière dont les retenues collinaires sont érigées en ressources par les groupes sociaux qui les côtoient.

Dans cet objectif, après avoir positionné le cadre géographique et méthodologique de la recherche, nous effectuerons une description fine de plusieurs cas d'étude. En relatant l'histoire de quatre retenues collinaires de la région centrale du pays, nous décrirons la manière dont ces ouvrages « tombés du ciel » transforment la vie des habitants d'un espace autrefois « sec ». Ces éléments descriptifs permettront ensuite de discuter en quoi les retenues collinaires constituent des ressources et ce que la notion de ressource recouvre.

I. Ethnographie de retenues collinaires en Tunisie Centrale

1. Le bassin amont de l'oued Merguellil et les politiques d'aménagement

Notre intérêt pour les retenues collinaires s'exprime dans le cadre d'un programme de recherche plus large sur les ressources en eau du bassin de l'oued Merguellil (fig.1)¹⁰.

⁸ Voir l'ouvrage fondateur de Bédoucha G., *L'eau, l'amie du puissant, une communauté oasienne du Sud-tunisien*. Edition des archives contemporaines, Paris, 1987. L'ouvrage : Aubriot O., Riaux J. (Eds). *Savoirs sur l'eau, techniques et pouvoirs*. Revue Autrepart, n°65, 2013. Illustre à travers plusieurs articles la relation qui se noue entre savoirs sur l'eau, techniques et pouvoirs.

⁹ Cheylan J. P., Gumuchian H. « L'évaluation des impacts des politiques publiques paysagères au sein des Parcs Naturels Régionaux en montagnes méditerranéennes : quelles méthodes ? Quels outils ? », in *Montagnes Méditerranéennes*, 16, 2002, p. 13-24. Voir aussi : Battesti V. « Les oasis du Jérid, des ressources naturelles et idéelles », in Picouet M. (ed), *Environnement et sociétés rurales en mutation. Approches alternatives*. IRD Éditions, 2002, p. 201-213.

¹⁰ Cette recherche est réalisée dans le cadre du programme DYSHYME (SICMED-Mistral), héritier des programmes Mergusie I et II qui associent depuis 1996 le CRDA de Kairouan, et des chercheurs de l'IRD et de la demande de la DGRE.

Fig 1. Carte du bassin, localisation et retenues collinaires.

Le bassin du Merguellil se situe en Tunisie centrale, dans la partie dite « intérieure » du pays en opposition au littoral politiquement et économiquement plus favorisé à travers l'histoire¹¹. Historiquement, il s'agit de l'espace occupé par la grande confédération tribale des Jlass¹². Cet espace, semi-aride, était le lieu d'activités d'élevage transhumant fondées sur l'usage complémentaire des ressources du territoire et la mobilité des populations. Au cours du siècle dernier, les politiques de fixation des populations et de développement agricole du pays ont conduit au développement d'activités économiques fondées sur l'agriculture irriguée sédentaire. Ces évolutions ont progressivement donné à l'eau une place centrale dans les systèmes de production des habitants de la région. C'est dans ce contexte que prennent place les politiques de Conservation des Eaux et des Sols : il s'agit à la fois de protéger les ressources en eau existantes (aquifères, barrages) et d'en produire de nouvelles (retenues).

Par rapport aux ressources en eau « naturelles » (oued, nappes, pluies), les retenues collinaires ont ceci de spécial qu'elles viennent « créer » un stock d'eau là où il n'y en avait pas auparavant. Il s'agit d'un changement remarquable pour les populations qui voient ainsi leur territoire « semi-aride » devenir le lieu d'un potentiel développement hydro-agricole, leur paysage se transformer radicalement¹³. On imagine à la fois l'espoir que ces aménagements font naître, et l'enjeu qu'ils représentent localement. Pourtant, ces retenues seraient « sous-utilisées »¹⁴, voire « notoirement sous-exploitées »¹⁵. C'est le paradoxe qui a motivé la présente recherche sur les retenues collinaires du bassin amont du Merguellil.

2. Méthodologie et étapes de l'analyse

¹¹ Attia H. « Réflexions à propos du développement régional de la Tunisie intérieure et méridionale ». In Blanc-Pamard C. (dir.) *Le développement rural en questions : paysages, espaces ruraux, systèmes agraires : Maghreb-Afrique noire-Mélanésie*. ORSTOM, Paris, 1984, p. 205-223.

¹² Valensi L. *Fellahs tunisiens. L'économie rurale et la vie des campagnes aux 18e et 19e siècles*. Paris, Mouton, 1977.

¹³ Cela ne signifie pas qu'il n'y avait aucune valorisation des eaux avant la construction d'une retenue. Au contraire, les techniques de mobilisation de l'eau « dites traditionnelles » sont très présentes sur cet espace (cf. *rapport de Roose*).

¹⁴ Selmi S. 1996, p. 2.

¹⁵ Selmi S., Talineau J.-C in *la ruralité ...* 1997, p. ?

Il apparaissait d'abord nécessaire d'interroger le constat de sous-utilisation des retenues, car comme l'ont montré J-P. Venot et P. Cecchi¹⁶, certaines utilisations n'apparaissent pas avec les grilles d'évaluation habituelles. Une première enquête a donc été menée à l'échelon de l'ensemble du bassin, sur XXX retenues. De cette première phase d'observation, nous avons pu identifier une grande variété de situations, tant du point de vue des caractéristiques de l'ouvrage que du point de vue des formes de mobilisation des eaux stockées. Une caractérisation « socio-hydrologique » de ces ouvrages, associant les dimensions sociales et les caractéristiques hydrologiques, nous a permis d'identifier des situations-type qui reflètent la diversité des cas de figure rencontrés.

L'étude a ensuite été approfondie sur quatre retenues choisies de manière à couvrir une diversité de situations. En Parallèle du travail hydrologique¹⁷ nous avons mis en œuvre entre 2011 et 2013 une démarche ethnographique associant l'observation et des entretiens répétés et approfondis auprès des principales personnes localement concernées par ces retenues¹⁸. En effet, comprendre la manière dont ces ouvrages sont intégrés ou non à la vie locale, modifient ou non les rapports sociaux implique d'écouter attentivement ce qu'en disent les riverains. La démarche ethnographique autour des retenues collinaires présente des contraintes qui nous ont amenés à adapter l'approche. Le premier écueil est le faible nombre de personnes concernées par ces retenues. Dans la majorité des cas il s'agit de quelques maisonnées, appartenant souvent à un même groupe familial (*aârch*). On n'entre pas si simplement dans l'intimité des personnes et des relations qu'elles entretiennent entre elles. Le second écueil concerne les non-dits et les sous-entendus concernant les réseaux sociaux souvent en lien avec les réseaux du parti anciennement au pouvoir. Nous avons donc choisi de centrer nos entretiens sur les dimensions physiques de la retenue (construction, capacité, fonctionnement, etc.) qui donnaient lieu à des questions assez neutres. Cela a été rendu possible par le fait que l'enquête soit menée conjointement par un hydrologue et par une anthropologue. Nous avons également multiplié les entretiens, de manière à établir une

¹⁶ Venot J.-P., Cecchi P. « Valeurs d'usage ou performances techniques : comment apprécier le rôle des petits barrages en Afrique subsaharienne ? », *Cahiers Agricultures*, 20(1-2), 2011, p. 112-117.

¹⁷ Ogilvie XXXX ??

¹⁸ Nous avons focalisé cette phase d'enquête sur les territoires et groupes sociaux autour des retenues. Bien que certains agents extérieurs (administration, chefs de projets et entrepreneurs) aient été interrogés, nous avons surtout mobilisé la littérature grise pour documenter leurs points de vue (citer).

conversation avec plusieurs interlocuteurs, ce qui nous a permis d'aborder progressivement des questions plus sensibles¹⁹.

Nous avons d'abord interrogé l'ensemble des riverains de ces retenues en mettant l'accent sur ceux qui les utilisaient dans le cadre d'activités productives (arrosage, abreuvement). Nous avons ensuite approfondi les entretiens auprès des gardiens de retenues. En effet, pour chaque retenue un gardien a été désigné par l'administration dont le rôle est à la fois la surveillance et la maintenance des ouvrages. Les enquêtes révèlent le rôle central qu'ils jouent localement ; ils en sont à la fois les plus connaisseurs (souvent ils ont participé aux travaux de construction, ils actionnent les vannes de décharge, constatent les dégradations des ouvrages, etc.), et les principaux utilisateurs, leurs terres étant souvent les plus proches de la digue.

À partir de l'ensemble de ces entretiens et des observations menées en parallèle, nous avons reconstitué l'histoire de chaque retenue, une « histoire à dire d'acteurs »²⁰. Cette phase d'analyse a abouti à un récit de la construction de chaque retenue, des différentes actions mises en œuvre par les riverains pour en mobiliser les eaux et des principaux problèmes qu'ils ont rencontré. Nous avons également analysé les relations qui se nouent localement autour de la retenue, qu'il s'agisse de relations de solidarité ou de conflits. Ce sont ces éléments que nous restituons dans la partie suivante.

II. Quatre retenues collinaires, quatre récits sur les sociétés locales

La démarche d'enquête choisie, fondée sur une approche essentiellement qualitative, implique de prendre en compte le récit comme un « tout » dont on pourra extraire, par l'analyse, des éléments de discussion. En effet, à travers chaque retenue, c'est un récit homogène sur la société locale qui nous est livré. Cela implique de rendre compte du récit ainsi obtenu, ce que nous ne pouvons faire pour les quatre retenues étudiées. Nous avons reconstitué ces récits en sélectionnant les éléments concernant directement le fonctionnement et l'usage des retenues. Tous les éléments présentés dans cette partie reposent sur les dires d'acteurs, sauf lorsque des références bibliographiques sont clairement mentionnées.

¹⁹ Le savoir-faire de Z. Jenhaoui en matière de prise de contact avec les acteurs de terrain et de conduite des entretiens a aussi été un atout de taille.

²⁰ La notion d'histoire « à dire d'acteurs » est présentée et discutée dans Riaux J., Giraldi M., Nouri H., « Quand l'histoire s'immisce dans les problématiques contemporaines de l'eau. L'espace irrigué de Kerma (Tunisie) », *Espaces et sociétés*, [accepté 2014].

Les quatre retenues étudiées peuvent être caractérisées par leur fonctionnement et par les fonctions qu'elles remplissent localement, ce qui apparaît d'abord de manière visuelle (cf. figure 2)²¹.

(1. Hoshas vide, 2. Gouazine et ses instruments, 3. Morra grande et pleine, 4. Guettar avec toutes ses pompes).

Figure 2. Les 4 retenues étudiées

1. Une retenue toujours vide

La première retenue doit son nom au matériau sur lequel elle a été installée : du gravier. L'emphase est portée sur cette caractéristique par nos interlocuteurs, parce que, selon eux, le gravier entraîne un écoulement rapide de l'eau, empêchant son stockage dans la retenue. Le problème de cette retenue, en effet, est qu'elle est quasiment toujours vide. Cela fait cinq années au moins qu'elle ne s'est pas remplie. Construite entre 1989 et 1991, cette retenue n'est pas destinée à être mobilisée pour l'irrigation (**rapport Cornet 2006**), mais les riverains ne l'ont appris qu'après sa construction : « *Au départ on ne nous a rien dit sur l'histoire de recharge. C'est quand on a demandé si on pouvait mettre des pompes que les gens du ministère ont répondu que non, que l'eau de la retenue c'était pour la recharge de la nappe* ». La vidange rapide de cette retenue fait donc partie de son fonctionnement normal. Et même s'ils perçoivent que le lac agit sur le niveau d'eau dans leurs puits, les habitants déplorent cette caractéristique.

D'après nos entretiens, les riverains de cette retenue appartiennent au groupe des Ouled Sendassen, fraction de la confédération des Jlass. Les terres qu'ils occupent actuellement ont été données à leurs familles dans les années 1960, en reconnaissance de services rendus lors de la lutte pour l'Indépendance. Ces terres ont un statut juridique précaire. Les titres n'ayant pas été officialisés, ils ne donnent à leurs détenteurs qu'un droit d'usage sur la terre. Dans un premier temps, ces terres n'étaient pas irriguées. On y pratiquait un peu d'élevage et des cultures pluviales. L'oued qui traversait cet espace ne permettait pas de dériver d'eau, son régime étant trop irrégulier. Quelques sources étaient mobilisées pour l'eau domestique et pour l'abreuvement. À partir des années 1970, des subventions pour le

²¹ Pour des raisons de respect de nos interlocuteurs, nous avons choisi de rendre anonymes les retenues étudiées. Leur désignation par des caractéristiques physiques est un peu caricaturale, mais elle permettra au lecteur de s'y retrouver.

creusement de puits permettent le développement de l'arboriculture irriguée, principalement de l'olivier et des abricotiers, mais aussi un peu de maraîchage. Mais la baisse du niveau de la nappe, due selon l'un de nos interlocuteurs à la multiplication des prélèvements de la SONEDE destinés à l'alimentation en eau potable du Sahel, a entraîné un abandon de l'irrigation : l'exploitation des puits devenait trop coûteuse. Deux de nos interlocuteurs disent qu'ils ont conservé un puits et qu'ils n'irriguaient plus que des oliviers. On imagine donc ce que l'idée de construire une retenue a pu représenter aux yeux des habitants. « *Quand ils ont construit le lac, on a cru qu'on allait profiter* » nous explique l'un d'eux. C'est d'ailleurs ce que les autorités laissaient entendre, puisque en échange de leurs droits sur les terres où le barrage a été construit, les riverains ont reçu des plants d'oliviers. Dans les premiers temps, l'un des riverains a essayé d'utiliser l'eau du lac : « *quand le barrage était neuf, j'ai amené une pompe électrique. L'année de la construction, il y avait une crue, donc j'ai pu arroser ces abricotiers et oliviers* ». Cette activité n'a pas duré : « *maintenant on n'a plus d'eau. Mes quatre fils sont partis travailler à Sousse, sur des chantiers* ».

De fait, la retenue, sèche la majeure partie du temps, ne sert ni à l'abreuvement du bétail, ni à l'irrigation, ni aux usages domestiques. Par contre, de manière indirecte, il est possible que sa contribution à l'alimentation de la nappe ait un impact sur le niveau des puits aux alentours. Ainsi nous l'explique-t-on : « *les puits près du lac ont les meilleurs débits. Tout est lié. Mon voisin est content quand il voit de l'eau dans le barrage car il sait que le niveau de son puits va monter* ».

2. Une retenue en fin de vie

Construite en 1990, la seconde retenue est l'une des plus étudiées dans le cadre de programmes scientifiques comme Hydromed²². D'après les rapports²³, la fonction prévue de cet ouvrage est la recharge des nappes par infiltration et la limitation des apports solides dans un barrage situé en aval. Remplissant ses fonctions correctement, ce lac est souvent vide et il s'est ensasé rapidement, perdant ainsi en capacité.

D'après les entretiens, le barrage a été construit sur un ancien *henchir*²⁴ d'une quarantaine d'hectares traversé par un oued. Ce *henchir* appartenait à

²² Selmi S., Nasri S., *Les lacs et retenues collinaires en Tunisie*. Rapport Hydromed, ORSTOM/INGRE, 1997, p.

²³ Selmi S., Nasri S., p. 2.

²⁴ Le terme « henchir » désigne un territoire et les ruines qui s'y trouvent toujours, révélant une occupation du sol fort ancienne (D'après Chérif M., « Les mouvements paysans dans la Tunisie du XIXe siècle », *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, 30, 1980,

l'ancêtre de la famille implantée depuis longtemps sur le territoire considéré. Les terres de ce *henchir* auraient été officiellement attribuées à cette famille par l'État en 1924. Plus récemment, en 1973, l'administration aurait tenté de partager les terres entre les descendants, sans résultat. Jusqu'aujourd'hui, les droits fonciers hérités se traduisent par une forme de gestion collective de l'espace.

En 1992, le barrage est construit, couvrant six hectares des terres de l'ancien *henchir*. Sur les origines de cet ouvrage, les souvenirs divergent. Pour certains, des études ont été réalisées et les intervenants de l'administration ont expliqué aux populations qu'ils allaient construire un barrage pour lutter contre l'érosion et pour recharger la nappe. Il semble que la plupart des habitants aient été contre ce projet : *« dans le passé on avait des troupeaux de 600 moutons et on faisait travailler des gens, la terre nous intéressait plus que l'eau, nous sommes des éleveurs. Nous faisons aussi des grandes cultures en pluvial, donc l'eau ne nous intéresse pas tant que ça »*. Toutefois, l'un des notables du groupe leur a conseillé d'accepter ce projet. Alors ils ont signé. On leur aurait fait des promesses en retour de cette signature, mais rien n'est arrivé, *« de toute façon, le gouvernement a dit que ce sont ses terres »*. Pour d'autres, ce sont les familles qui auraient fait la demande de construction : *« Ils ont demandé au Ministère de l'Agriculture un lac ou barrage collinaire pour l'abreuvement des moutons »*. Constatant que les trois puits qui existaient ici avant le barrage avaient un débit faible, les habitants auraient pensé que si l'on stockait de l'eau à côté, cela améliorerait le débit des puits. Pour effectuer la demande, ils ont envoyé l'un de leurs à *« la direction d'Ousletia »* et proposé leurs terres pour implanter le barrage ; quelques mois après des ingénieurs sont venus, une étude a été faite et l'État a financé la construction du barrage. Sans chercher à arbitrer ces deux versions de l'histoire, les deux derniers arguments mis en avant pour la construction du lac illustrent relativement bien les bénéfices que ce lac a apportés localement.

Même si le lac n'était pas prévu pour cela, deux ans après la construction du barrage, une pompe et des plants d'oliviers ont été donnés par l'État aux riverains. Par ailleurs, des conseillers agricoles du ministère auraient jugé le sol adapté à la pastèque et recommandé sa culture. L'un de nos interlocuteurs a acheté une pompe pour se lancer dans le maraîchage. Il a pu l'utiliser pendant quatre années, mais ensuite la quantité d'eau stockée dans le lac est devenue trop faible. Une autre pompe confiée par l'État à une

p. 21-55.). Ici, l'histoire dit qu'il y aurait des trésors enterrés qui appartiendraient à l'ancêtre commun.

Association d'Intérêt Collectif (AIC) créée pour l'occasion²⁵ aurait été utilisée sur le lac pendant six ans. L'association fonctionnait correctement : les ayants droit pompaient à tour de rôle pendant trois heures le matin et le soir, « *pas plus car ils ne voulaient pas utiliser toute l'eau du barrage* ». Il n'y avait pas de cotisations à l'association, mais chacun payait le gazole qui lui était nécessaire. C'est le manque d'eau qui a conduit à l'abandon des cultures autour du lac. Les pompes ont alors été transférées dans des puits situés en aval du barrage. Il s'agit de puits anciens (l'un date de 1930). Depuis la construction du lac, nos interlocuteurs attestent de son influence sur le niveau d'eau dans les puits²⁶. Par contre, il ne peut y avoir ici de maraîchage plus intensif, comme nous l'explique l'un des propriétaires de puits : « *le barrage on ne peut pas compter sur lui et les puits ne suffiront pas pour tout* ». Il poursuit : « *Beaucoup de personnes sont parties d'ici à cause du manque d'eau* ». Maintenant, ils ont planté des figuiers de barbarie et continuent les céréales en pluvial et l'olivier. Même les cultures d'hiver ils ne s'y risquent pas par crainte du manque d'eau.

Aujourd'hui, le lac s'assèche chaque année, ce qui n'était pas le cas au début. En 2011 il est resté à sec pendant huit mois. Pour expliquer le manque d'eau dans ce lac, les riverains mettent en avant le manque de pluie depuis trois ou quatre ans, mais pas seulement. Ils se plaignent aussi de la qualité de l'ouvrage : « *l'entrepreneur était jeune, sans expérience. Il cherchait surtout à gagner de l'argent, alors il a bâclé le travail* »²⁷. Mais la faible disponibilité en eau est avant tout imputée à l'envasement de la retenue : « *avec la vase c'est jamais plein* ». Les riverains considèrent que ce lac est « mort ». Ils envisagent deux solutions pour avoir à nouveau de l'eau. L'une serait de construire une nouvelle digue à l'aval, l'autre serait de retirer la boue du lac.

3. Une retenue abondante, mais une valorisation en échec

La troisième retenue a été financée par l'Union Européenne et terminée en 1992 (**rapport Cornet**). Avec une capacité de stockage de 700 000 m³, il

²⁵ Dans le cadre d'un programme de transfert de gestion de l'eau de l'État vers les usagers (conditionnalité aux prêts de la Banque Mondiale), des associations sont créées pour prendre en charge la gestion et la maintenance des infrastructures hydrauliques. Le bilan de cette politique de transfert est très mitigé, en particulier pour les AIC autour de retenues collinaires (voir Selmi, 1996).

²⁶ Ce que les confirment les observations hydrologiques menées par Selmi S., Nasri S., 1997.

²⁷ La question des pratiques – courantes - de détournements autour des projets de barrages collinaires, que nous ne développons pas ici faute d'informations, est traitée dans : Venot J.P., Andreini M., Pinkstaff C.B., « Planning and Corrupting Water Resources Development: The Case of Small Reservoirs in Ghana » *Water Alternatives*, 4(3), 2011, p. 399-423.

s'agit de l'une des grandes retenues du bassin. D'après nos interlocuteurs, dès sa conception, cette retenue remplissait un objectif de développement hydro-agricole. Aujourd'hui, bien que cette retenue soit toujours en eau, ses abords apparaissent peu cultivés par rapport à la quantité d'eau disponible.

Les riverains situés à l'amont de cette retenue appartiennent à une famille de la fraction des Sendassen, elle-même partie de la confédération des Jlass. Ils sont installés ici depuis trois générations. Les habitants du village situé en aval de l'ouvrage appartiennent pour leur part à une famille des Ouled Ayar, confédération autrefois opposée à celle des Jlass. Malgré des conflits par le passé, les deux familles en présence sont maintenant « *voisines et amies* ». Les terres en leur possession ont été héritées des grands-pères et n'ont pas de titres fonciers. Elles sont gérées dans l'indivision par les héritiers de chacun des fils du grand père. Avant la construction du lac, les habitants de cette zone cultivaient du blé et de l'orge en pluvial. Chaque famille élevait quelques bovins et un petit troupeau d'ovins. Aucune activité d'irrigation n'était possible : l'oued qui s'écoulait en fond de vallée était sec la majeure partie du temps. D'après l'un de nos interlocuteurs, la composition du sous-sol ne permet pas, ici, de creuser des puits. Il en conclut que la seule possibilité de développement de l'agriculture était le lac.

L'eau stockée dans ce lac représente en effet une ressource localement. Plusieurs usages en sont faits, qu'il s'agisse de l'abreuvement des animaux, de l'eau domestique ou d'activités hydro-agricoles. Ces dernières cependant ne se sont pas développées comme prévu. Entre 1994 et 1995, un vaste projet d'irrigation est mis en œuvre par l'arrondissement Génie rural du CRDA de Kairouan. D'un point de vue technique, le projet s'organise autour d'une prise sur la vanne de décharge et d'un bassin de stockage d'eau situé en aval du barrage, d'une station de pompage permettant de refouler l'eau sur 2 km, jusqu'à un château d'eau situé en amont du lac, prévu pour alimenter de façon gravitaire le futur périmètre irrigué. Mais une fois les installations construites, c'est la question de l'électrification – et de son coût – qui va bloquer le projet. Celui-ci est alors abandonné. En 1998, le CRDA installe sur le lac deux motopompes pour permettre aux riverains d'irriguer. Une association est créée pour organiser la gestion et le partage des pompes. Au départ, une quinzaine de famille profitent des pompes à travers un tour d'eau et arrosent des parcelles de légumes d'été (pastèques, piments, tomates) et d'hiver (fèves, pois), ainsi que des oliviers. Cette organisation fonctionne pendant deux ans. Mais les problèmes ne tardent pas à venir, en témoigne la nécessité d'engager un gardien pour surveiller les pompes dès la seconde année. Ensuite l'une des pompes tombe en panne, l'autre disparaît emportée par une crue. C'est le gardien de la retenue qui récupère la pompe, la répare et la garde pour son usage.

Entre temps, ce gardien, plus proche par ses fonctions, des différents intervenants autour de la retenue, a demandé à ce qu'une prise d'eau soit pratiquée sur le bassin de stockage situé en aval de la retenue. Son objectif était d'irriguer les terres qu'il possède sous la digue. Après différentes négociations, l'administration a accédé à sa demande en 2003. Cette eau lui permettait d'arroser quelques hectares d'arbres fruitiers et des légumes. En 2010 la conduite s'est bouchée et le petit robinet ne fonctionnait plus. Aujourd'hui le gardien continue d'irriguer ses arbres avec la pompe qu'il a installée près du lac. Il faut préciser à ce stade que le gardien est salarié du ministère de l'agriculture et que le revenu tiré de cette activité est loin d'être négligeable, d'autant que son père, lui-même gardien avant lui touche maintenant une retraite. Ils se considèrent comme salariés, leurs revenus ne dépendent pas seulement de leurs activités agricoles.

Pour les habitants de l'amont, les pratiques d'irrigation demeurent très limitées : « *Ils prennent l'eau avec des seaux et des bidons pour arroser des arbres : abricotiers, amandiers, chacun fait ça. À peu près 10 arbres pour chacun. Une fois par mois* ». Plusieurs d'entre eux ont dû quitter la zone pour trouver un emploi ailleurs, faute de pouvoir subvenir à leurs besoins par l'agriculture. Selon l'un de nos interlocuteurs, c'est un problème de moyens à investir dans l'agriculture : « *nous ici on n'est pas vraiment des agriculteurs car on n'a pas les moyens [...] Avec une bonne récolte on paie l'eau, l'électricité, le médecin... et puis il ne reste plus rien* ». Pour terminer, plusieurs de nos interlocuteurs nous expliquent que le problème c'est le lien entre l'eau et la terre : les terres cultivables sont assez éloignées de la retenue et l'irrigation nécessite donc des moyens techniques que les riverains – en dehors du gardien – n'ont pas.

4. Une retenue permettant une agriculture jugée trop modeste

La quatrième retenue est l'une des plus intensivement utilisées dans le bassin amont du Merguellil. Construite en 1992, elle est initialement dédiée au développement local. Il s'agit en effet d'une retenue caractérisée par la présence régulière d'une quantité d'eau relativement importante qui alimente une quinzaine de familles. Pourtant, la situation est loin d'être paradisiaque : outre des variations importantes et imprévisibles des quantités disponibles, de nombreux conflits d'usage se sont développés autour de cet ouvrage.

Le barrage a été construit sur un espace occupé depuis plusieurs générations par un groupe de familles aux origines communes. Plusieurs de nos interlocuteurs relient cette famille au célèbre groupe des Ouslets, anciens habitants du Jbel éponyme, qui aurait été exproprié et démantelé au profit de

la tribu des Kaoub par le Bey de Tunis au cours du XVIII^e siècle²⁸. Contrairement à de nombreux groupes rencontrés dans cette région, les riverains de cette retenue se disent autochtones. Le territoire sur lequel se situe la retenue était autrefois organisé en deux parties délimitées par un oued. Sur la rive droite de cet oued vivaient les descendants d'un ancêtre, tandis que la rive gauche appartenait aux descendants du frère de cet ancêtre. Les premiers étaient les puissants de la région. La seconde famille était dépendante de la première « *son grand père travaillait chez les gens, il avait peu de terres* ». Aujourd'hui, tous les riverains sont les descendants de ces deux lignées, mais les rapports de puissance se sont inversés. Si les descendants de la famille la plus puissante bénéficient encore d'un certain respect, la famille autrefois défavorisée a maintenant une place de choix, à la fois économiquement et politiquement. Il se trouve que le représentant de cette famille est le gardien de la retenue.

D'après nos interlocuteurs, ce territoire qui fait partie de la zone d'Ousletia (vaste zone de colonisation agraire) n'a pas été approprié par les colons. Il a néanmoins été domanialisé à l'Indépendance et les populations ont dû payer pour obtenir un titre (*hojja*). L'inexistence de titre officiel (*titre bleu*) crée des distorsions sur la propriété des terres sur lesquelles le lac a été construit. Plusieurs personnes s'en attribuent la propriété. L'histoire de la mise en valeur de ce territoire, telle qu'elle nous a été racontée localement, fait état de trois grandes périodes. Avant l'Indépendance, le territoire était un vaste espace, support d'activités principalement centrées sur l'élevage. « *En 1941 il n'y avait rien. Ils n'utilisaient pas l'eau de l'oued, rien. Car les français géraient tout, il fallait qu'ils donnent l'autorisation. À cette époque ils faisaient seulement des grandes cultures [pluviales] et de l'élevage : ovin, bovin et dromadaires* ». Cette activité impliquait une mobilité et des accords intertribaux caractéristiques de la vie des tribus d'éleveurs de la Tunisie Centrale. Après l'Indépendance, plusieurs programmes de développement rural ont été lancés « *par Bourguiba* ». Avec les aides octroyées par l'État, les habitants de ce territoire se sont orientés vers l'arboriculture fruitière, abandonnant progressivement l'élevage. Les quelques sources d'eau situées sur ce territoire sont modestement mobilisées : « *avant il y avait déjà de l'eau à cet endroit qu'ils utilisaient pour irriguer. C'était l'oued. Ils utilisaient des seaux pour irriguer quelques arbres* ». Dans les années 1980, l'arboriculture irriguée (oliviers et amandiers) va connaître un certain essor,

²⁸ Cet épisode de l'histoire tunisienne a fait l'objet de nombreux écrits. Voir par ex. Gammar A. M., « La dorsale tunisienne, entre représentation linéaire et réalité régionale ». In Salem A. et Naceur Omrane M. (dir.) *La Tunisie du Nord : espace de relations : actes du deuxième colloque du Département de géographie*, Publications de la Faculté des lettres de la Manouba, Tunis, 1999, p. 61-83.

là encore encouragée par des aides de l'État : *« Il suffisait de préparer les trous et en fonction du nombre on te donne des oliviers »*. Des puits sont creusés et les premières pompes sont introduites localement : *« au début on a eu un crédit pour acheter une pompe qu'on a mis sur le puits »*. L'arboriculture et l'irrigation se sont donc développées avant la construction du lac, comme nous l'explique l'un des riverains : *« la transition c'était avant le lac »*.

Ici aussi, les discours divergent sur l'origine de l'initiative de construction de la retenue. Pour les uns, l'initiative venait du Ministère de l'Agriculture : *« Après l'Indépendance les ingénieurs du Ministère de l'Agriculture ont voulu faire des lacs. En 1978 des ingénieurs tunisiens et français sont venus. Ils souhaitaient bloquer l'eau de l'oued pour que tout le monde en profite »*. *« Les agriculteurs ont signé un papier pour donner l'accord pour donner les terres, parce que l'eau ça les intéresse »*. Pour les autres l'initiative aurait émané de la communauté. *« Ce sont les gens d'ici qui ont fait une demande à l'Etat. Ensuite les ingénieurs sont venus, ils ont fait une étude. Puis ils sont venus faire le barrage »*. Il apparaît clair pour tout le monde que cet ouvrage est destiné à stocker de l'eau pour l'usage local : *« Le barrage c'est pour l'irrigation »*. L'eau de la retenue est essentiellement mobilisée pour l'abreuvement des troupeaux, le remplissage de citernes destinées à l'arrosage d'arbres et l'irrigation. Pour ce qui concerne l'irrigation, la majeure partie de nos interlocuteurs met l'accent sur la sauvegarde des oliviers. Quoi qu'il arrive on privilégie cette culture, en achetant des citernes d'eau en cas de manque d'eau dans la retenue. La plupart des parcelles sont préparées pour une culture en pluvial qui peut être irriguée s'il y a assez d'eau. Ensuite viennent le maraîchage d'hiver (fèves, pois, carottes), les céréales (orge, blé) et en dernier lieu et seulement pour les familles ayant le meilleur accès à l'eau le maraîchage d'été (courges, piments, courgettes). Dans la majorité des cas ces cultures (en dehors des olives) sont destinées à l'autoconsommation, mais certains arrivent à produire suffisamment pour vendre.

On observe des pratiques variées en fonction de plusieurs facteurs. D'un point de vue annuel, les cultures sont choisies en fonction de l'évaluation de la disponibilité de l'eau dans le lac. Cela n'empêche pas que régulièrement des pertes de cultures importantes arrivent. Par exemple, l'un de nos interlocuteurs, à la suite d'une année pluvieuse, a planté une parcelle d'un hectare de légumes. Mais l'été a été bien plus sec que prévu. Il a tout perdu. Un autre, nous explique que suite à deux années de mauvaise récolte, il n'a plus les moyens d'investir dans son exploitation. Il s'attache donc à sauver ses oliviers, tout en travaillant en ville comme ouvrier pour nourrir sa famille. Les pratiques agricoles et les bénéfices qui en sont tirés diffèrent en

fonction de la position de l'exploitation par rapport au lac, de l'accès ou non à un moyen d'exhaure fonctionnel et de l'accès ou non à des ressources en eau complémentaires à celles du lac. Il y a de ce point de vue plusieurs cas de figure. Les plus démunis, qui représentent la majorité des riverains du lac, se contentent d'entretenir leurs oliviers avec deux ou trois arrosages dans l'année. Le gardien du lac bénéficie d'une situation plus favorable : il a accès à l'eau du lac en permanence, avec une pompe fonctionnant bien et des parcelles situées directement aux abords du lac. Il a de bonnes récoltes d'olives et pratique le maraîchage d'hiver et selon les années le maraîchage d'été. Encore mieux loti, un ensemble de familles situées à l'aval du lac, près d'une source captée par un puits. Ceux là mobilisent les eaux du lac, et en complément les eaux de la source. Ces familles ont de véritables vergers, avec 4 hectares chacune (amandiers et oliviers, mais aussi abricotiers, grenadiers, pommiers) et peuvent faire chaque année des cultures d'été et d'hiver de manière relativement intensive. Enfin, un homme a acheté des terres ici qu'il a mises en gérance. Il a planté plus de 500 oliviers qu'il irrigue avec un puits situé dans le lac du barrage. Il a un projet de forage et d'extension des ses activités agricoles.

À travers les entretiens on constate que la généralisation des tentatives de maraîchage est mise en avant comme facteur explicatif de la baisse des quantités d'eau disponibles dans la retenue. Pour autant, aucune organisation collective n'existe, aucune règle ne vient limiter les superficies mises en culture, ni les quantités d'eau prélevées. En fait, le facteur qui vient réguler les prélèvements est de nature technique : soit tu as une pompe qui marche, soit tu n'en as pas, soit tu as des tuyaux assez longs, soit tu n'en as pas. Ce dernier point est d'importance, puisque de nombreuses informations nous ont été confiées sur la manière dont les aides publiques (dons de pompes et de tuyaux) sont détournées par le gardien de la retenue qui a des relations avec les notables locaux et avec l'administration.

Dans l'ensemble, les riverains sont satisfaits de ce lac : « *La construction du lac a été bien faite, donc ça stocke beaucoup d'eau* ». Ils insistent cependant sur le rôle que joue la pluie, et sur la variabilité de cette ressource : « *S'il pleut bien une nuit le lac peut se remplir* ». Le problème c'est que du coup l'accès à l'eau est complètement dépendant de la pluviométrie dont les caractéristiques sont ici très aléatoires : « *il y a de l'eau, mais il y a toujours un risque* ». Il y a des périodes sans eau qui peuvent durer plusieurs mois, venant compromettre les cultures envisagées. Dans l'ensemble, l'accès à l'eau est jugé trop aléatoire, ce que souhaitent les gens c'est une intervention de l'État pour sécuriser l'accès avec le creusement d'un forage.

IV. Les retenue collinaires, des ressources matérielles et immatérielles

À travers ces quatre cas, on s'aperçoit que les gens ont beaucoup à dire sur les retenues collinaires. Leurs récits insistent sur trois éléments : la manière dont ces ouvrages sont « arrivés » sur le territoire, la manière dont ils ont tenté d'en valoriser les eaux, et les limitations que présentent ces ouvrages en matière de développement local. À travers ces récits, les retenues apparaissent bien comme des « ressources ».

1. Des ressources « hydrauliques » limitées

Les retenues constituent des ressources « matérielles » à différents points de vue. Lorsqu'elles sont en eau, elles remplissent en effet différentes fonctions, de l'abreuvement à l'arrosage en passant par divers usages domestiques. Elles permettent des usages de l'eau directs (pompages) ou indirects, par l'intermédiaire de la réalimentation des nappes et des puits ou du remplissage de citernes. Pourtant, la valorisation, notamment financière, de ces retenues apparaît relativement faible par rapport à ce que l'on observe dans d'autres pays²⁹. Le caractère limité, intermittent et incertain de cette ressource hydraulique est évidemment en cause, comme l'expliquent bien les riverains.

Dans certains cas, cette caractéristique est inhérente aux fonctions que remplissent les retenues ; certaines ont été conçues pour favoriser l'infiltration des eaux et non leur stockage ou bien pour retenir des sédiments, ce qui entraîne leur durée de vie limitée. Cependant, cette limitation est aussi constatée autour des retenues destinées au développement hydro-agricole local. Le dernier cas illustre bien les limites qu'impose le caractère variable et incertain du stockage de l'eau. L'accès à l'eau y est difficilement prévisible, puisque tout dépend de la quantité, de la fréquence et de la période d'occurrence des pluies. Les ayants droit demeurent dépendants de la pluie, alors que l'irrigation est justement une technique destinée à compenser l'irrégularité de la pluviométrie. C'est pourquoi on ne peut parler ici que d'arrosage dont le rôle est d'assurer le maintien de l'arboriculture pluviale les années les plus sèches. On observe cette pratique d'arrosage autour des quatre retenues étudiées, quelles que soient les fonctions qui leur étaient initialement imparties. Dans ce contexte, il apparaît impossible de donner aux retenues un statut de « ressource économique » au sens strict du terme. Pour la majorité des riverains, les retenues ne permettent en effet pas le développement d'activités agricoles génératrices de revenus monétaires. Notons que, aussi maigre soit-il, ce

²⁹ Dans d'autres régions du monde, en Afrique notamment, des activités rémunératrices variées se développent autour des retenues collinaires, comme les cultures de décrue, la pisciculture ou la valorisation paysagère et touristique. Voir par. ex. Cecchi P. (dir.). *L'eau en partage. Les petits barrages de Côte d'Ivoire*. IRD Éditions, Paris, 2007, ou le dossier coordonné par J-P. Venot dans la revue *Water Alternatives* n°4(3), 2011.

complément est important. S'il ne constitue pas une « ressource économique » notable, il permet la survie des plantations, et joue un rôle important dans le maintien des familles les plus modestes sur le territoire. La possibilité, certaines années, d'alimenter un potager familial constitue aussi une amélioration des conditions de vie des familles sur ces territoires.

Par contre, cette amélioration des conditions de vie locales est limitée dans le temps, tous nos interlocuteurs en sont conscients. Ils constatent l'envasement progressif et la diminution de la capacité de stockage au fil des ans. Leur inquiétude est forte, d'autant que personne ne peut leur dire précisément de combien de temps ils disposent avant la « mort » de la retenue. Il y a alors une fuite en avant. Les riverains cherchent comment envisager le futur : limiter l'envasement, construire une autre digue. Dans tous les cas, la solution est attendue de la puissance publique. D'une part, si « *l'eau est à Dieu, le barrage est à l'État* », c'est à lui que revient la responsabilité de l'entretenir. D'autre part, il transparaît dans les entretiens que si l'État a encouragé le développement de l'arboriculture irriguée et par conséquent l'abandon des pratiques et compétences initiales des populations (élevage), les populations estiment qu'elles doivent être accompagnées jusqu'au bout. Cela explique probablement « l'attentisme » des acteurs locaux souvent souligné par les intervenants extérieurs (rapport Cornet).

2. Un malentendu sur le rôle de ressource que peuvent jouer les retenues.

Il faut à ce point examiner une contradiction qui ressort des discours recueillis. Il s'agit de l'écart entre les fonctions prévues à l'origine pour les retenues et les fonctions que les riverains leur assignent. De ce point de vue, un malentendu s'est construit entre l'administration et les populations.

En effet, dans tous les cas étudiés, le rôle de la retenue est bien défini au départ et a été expliqué aux riverains. Il s'agit le plus souvent d'ouvrages de « Conservation des Eaux et des Sols » dont le rôle n'est pas de stocker de l'eau pour l'usage des populations. Lorsqu'un objectif de développement local est mis en avant, il demeure modeste sur les effets attendus : maintien des populations et fourniture de travaux rémunérés à travers des chantiers publics³⁰. En dehors de l'une des retenues étudiées – nous y reviendrons –, il n'a jamais été prévu de développer l'irrigation. La faible valorisation des ouvrages ne peut donc être qualifiée d'échec de l'action publique ou de l'action collective locale.

Le problème se situe probablement plus dans l'écart qui existe entre les objectifs de chacun et la manière dont ces projets ont été mis en œuvre. En effet, la construction d'un petit barrage implique la mobilisation de moyens

³⁰ Voir le rapport de Cornet ou Selmi, 1996.

conséquents eut égard aux conditions de vie très modestes des populations. En voyant arriver une équipe technique, des matériaux et des machines, les populations ont probablement vu arriver un changement plus important que ce qu'il n'était, suscitant des espoirs disproportionnés. Les dons de plants, de pompes et de conseils agronomiques sont venus confirmer la possibilité d'espérer. La mise en place d'une action collective organisée autour d'associations de gestion a probablement aussi renforcé ce mouvement : les « bénéficiaires » ont cru qu'on leur proposait un projet de développement par l'irrigation, comme c'est le cas dans de nombreuses régions du pays, notamment sur la toute proche Plaine de Kairouan. Ils ont alors tout mis en œuvre pour valoriser ces eaux « nouvelles », faisant preuve d'une grande inventivité et d'une grande propension à prendre des risques. Les échecs ont forcément représenté une grande déception.

Le malentendu que l'on constate ainsi entre les concepteurs des projets et les « bénéficiaires » peut être imputé à la manière dont la mise en œuvre des projets a été réalisée. En essayant de concilier des politiques de « conservation des eaux et des sols » et de « développement rural intégré », les différents services concernés ont laissé se développer un espace de possibles dans les interstices des projets. Cet espace a été investi par les différents acteurs en fonction de leurs possibilités et de leurs missions. Si le rôle des agents de la CES était de construire des retenues, les agents de la vulgarisation agricole y ont vu le moyen d'un développement des cultures irriguées. Les bailleurs de fonds internationaux comme l'Union Européenne, se sont aussi saisis de l'occasion, offrant des financements pour le développement de l'irrigation et remplissant ainsi certains de leurs engagements auprès du pays. Face à ces messages contradictoires venus de l'extérieur, les populations devenues « bénéficiaires », ont probablement surinvesti cet espace impensé des projets, y mettant des attentes et des espoirs que les retenues n'avaient pas vocation à satisfaire³¹. Dès lors, si les retenues remplissent le rôle qui leur est imparti³², elles ne répondent pas aux espoirs des populations. Est-ce à dire que les retenues sont un échec de l'action publique lorsque celle-ci met en avant le développement rural des régions marginalisées du pays ?

³¹ Cela nous renvoie aux analyses de Venot et Hirvonen (Venot J.-P., Hirvonen M., « Enduring Controversy: Small Reservoirs in Sub-Saharan Africa », *Society and Natural Resources*. 2013, [format électronique]. qui définissent les petits barrages comme des « objets frontières » malléables et adaptables aux visions du monde de chacun.

³² Question qui demande encore à être étudiée. En effet, non seulement les objectifs multiples qui sont assignés aux retenues se révèlent parfois contradictoires, par exemple lorsqu'il s'agit à la fois de réalimenter les nappes phréatiques et de retenir les éléments érodés. Une fois envasée, la retenue remplit-elle toujours sa fonction d'alimentation des nappes ? de lutte anti-érosive ?

3. Une ressource immatérielle, support d'un discours sur le groupe local

Si les ressources hydrauliques créées par les retenues sont tellement incertaines et limitées, comment expliquer que tous nos interlocuteurs sans exception, jugent ces ouvrages bénéfiques pour leurs territoires, pour leurs groupes ? Pourquoi s'inquiéter de la pérennisation dans le temps d'une ressource insatisfaisante ? On peut voir dans cette contradiction un biais de l'enquête³³, mais une autre interprétation est possible. Ces retenues représentent des ressources importantes au-delà de leurs seules fonctions « hydraulique » et « productive ». L'adoption d'un point de vue anthropologique sur les discours nous permet d'émettre des hypothèses sur des fonctions immatérielles et symboliques que remplissent ces ouvrages.

D'une part, une retenue est « racontée ». Elle est le support d'un récit qui situe l'ouvrage technique par rapport au groupe social des riverains et à l'histoire de son territoire. Dans tous les cas, c'est l'occasion pour les riverains de raconter la manière dont le groupe social est organisé autour de cette retenue, autour du territoire que sa présence contribue à délimiter. Nos interlocuteurs insistent d'ailleurs sur la question foncière³⁴, sur le problème de propriété et de reconnaissance juridique du foncier autour de la retenue. Il s'agit d'un discours portant sur des relations sociales locales : à qui appartient la terre sur laquelle la retenue a été construite ? En prolongement, sous-entendu, de cette question : qui a des droits sur les eaux qui y sont stockées ? Mais il s'agit aussi d'un discours sur les rapports avec l'extérieur : la communauté a cédé des terres pour un aménagement public. Dans les discours, l'État est souvent situé comme étant en rupture de « contre-don », donc porteur d'une dette auprès du groupe.

Les récits insistent aussi sur l'inexistence de limitations dans les droits d'accès à l'eau, précisant bien qu'il y a le groupe « ayant-droit » et les groupes plus éloignés à qui on « donne le droit ». L'ouvrage est alors le support de l'affirmation de relations d'entraide, de solidarité entre groupes voisins. Ces discours rompent avec les pratiques. En effet, dans la majorité des cas on observe que l'accès à l'eau de la retenue est loin d'être

³³ Bien que nous expliquions toujours notre position de chercheurs et non d'intervenants au début des enquêtes, les interviewés nous demandent souvent d'être leurs interlocuteurs auprès de l'administration pour signaler une dégradation technique des ouvrages ou des conditions de vie trop difficiles. À ce titre il semble logique qu'ils aient un point de vue positif sur leurs retenues, mais cela n'explique pas la contradiction relevée dans leurs discours.

³⁴ L'importance des questions foncière, que nous n'avons fait que mentionner ici, a été mise en exergue et analysée par Bachta M.-S., « Restauration des sols et politiques foncières en Tunisie : une interrogation », In Pontanier R. (dir), *L'homme peut-il refaire ce qu'il a défait ?* John Libbey Eurotext, Paris, 1995, p. 419-428.

égalitaire : nombre riverains en sont exclus, soit pour des raisons techniques (canalisations trop courtes pour atteindre leurs terres, pompes pas assez puissantes), soit pour des raisons plus sociales (refus de les inclure dans l'organisation de l'usage des pompes, refus de leur permettre de remplir des citernes). Dans la majorité des cas, ce sont les gardiens des retenues qui profitent prioritairement de l'accès à l'eau ou du matériel permettant cet accès, notamment à travers l'appropriation individuelle des pompes données aux collectifs. De fait, en approfondissant les entretiens, le discours égalitaire sur l'accès à l'eau devient rapidement un discours de doléance sur les pratiques des gardiens. Qu'il s'agisse de mettre en doute leur légitimité (parce qu'ils sont étrangers à la communauté locale, parce que leurs familles ne possédaient pas de terre à l'origine autour du lac, etc.) ou de critiquer leurs pratiques (abus de pouvoir, abus de biens collectifs), la retenue est aussi le support de discours sur des inégalités et des hiérarchies locales. Un discours politique, autrement dit. D'ailleurs plus les entretiens sont approfondis, plus la critique du régime politique passé et des hiérarchies d'influence locales est forte. Cela n'a rien d'étonnant, l'eau ayant toujours été « *l'amie du puissant* »³⁵.

Une autre dimension intéressante des récits concerne le lien que la retenue crée entre le groupe local et l'extérieur. Les populations du bassin amont du Merguellil s'accordent sur un sentiment d'exclusion, de marginalisation « *on est les oubliés de ce pays* »³⁶. Or, le fait de recevoir sur son territoire une retenue collinaire implique la présence régulière d'agents de l'administration (évaluation de l'état des ouvrages, suivi de leur gestion). La présence de ces retenues suscite aussi la venue de chercheurs, comme on l'a vu avec l'une des retenues étudiées qui accueille des générations de programmes de recherche. Notre présence s'inscrit aussi dans ce cadre. De ce fait, le dialogue est créé ou maintenu avec l'extérieur par l'intermédiaire de ces ouvrages. On peut donc y voir une manière d'exister en tant que groupe. De la même manière, le discours que les riverains tiennent sur leur

³⁵ Sur les relations de pouvoir autour de l'eau, voir Bédoucha 1987. Pour une analyse des pouvoirs autour de retenues collinaires, voir Sally H., Lévite H., Cour J. « Local water management of small reservoirs: Lessons from two case studies in Burkina Faso » *Water Alternatives*, 4(3), 2011, p. 365-382.

³⁶ Ce type de doléance a été examiné dans Riaux, J. « Et eux là-bas, que pensent-ils de la Révolution ? Pêle-mêle de propos recueillis dans le kairouannais (2011-2012) », *Bulletin de l'Institut de Recherches sur le Maghreb Contemporain*, 10, 12, p. 27-28. Les analyses de A. Gammar et A. Gana permettent de replacer ce type de propos dans leur contexte. Gammar A. « La dorsale tunisienne... » In *La Tunisie du Nord*, 1989 ou Gana A. « Aux origines rurales et agricoles de la Révolution tunisienne » *Maghreb-Machrek*, 215, 2013, p. 57-80. Gana A., Cohen M., Ghachem N. « La gestion de l'eau en Méditerranée: un champ d'exploration des inégalités écologiques », In Mouri H. (Dir) *Eau, lien social et dynamiques locales*, publication de la faculté de la Manouba, 2012, p. 239-257.

groupe à travers ces ouvrages, récit de solidarité ou d'inégalités, constitue une forme de concrétisation symbolique du groupe.

Mais là encore, la ressource immatérielle que représente ce lien avec l'extérieur est inégalement répartie. Une fois encore, c'est le gardien de la retenue qui est en première ligne. D'abord parce que c'est lui qui construit et porte l'essentiel du discours en direction de l'extérieur. C'est lui encore qui transmet – comme il le souhaite – les informations venues de l'extérieur vers l'intérieur du groupe local. On apprend ainsi que l'un des gardiens dit à ces voisins que l'administration est venue pour enlever la boue du lac, ce qui est clairement faux. Pourquoi dire cela ? Pour donner de l'espoir au groupe ? Pour donner l'illusion que son rôle de passeur entre le dedans et le dehors a de l'avenir ? On apprend enfin, qu'en tant que personne incontournable parce que physiquement présente sur la retenue à toute heure du jour, le gardien est aussi l'interlocuteur principal des agents chargés de l'aide sociale... avec les conséquences que l'on imagine en termes de redistribution de l'information et des biens ainsi obtenus.

Conclusion

L'analyse des retenues collinaires sous l'angle de la notion de « ressource » prise au sens large permet d'envisager ces ouvrages techniques sous l'angle de leurs fonctions matérielles et idéelles. Cela permet de dépasser les approches en termes de bilan économique ou hydrologique qui donnent de ces ouvrages une vision limitée. C'est important, car décrire l'histoire et la vie d'une retenue collinaire c'est aussi faire le récit d'un espace physique et social, d'un territoire qui se reconfigure autour de ce nouvel élément qu'est l'eau stockée. Il s'agit aussi, à travers ce récit, d'observer la manière dont les liens sociaux se façonnent ou se disloquent, se renforcent parfois autour d'un changement de son espace physique.

Ce décentrement de l'observation fait écho aux préconisations des anthropologues des techniques : observer un objet technique implique d'en prendre en compte à la fois la forme et le fonctionnement, mais aussi les fonctions, comme le préconisait l'anthropologue des techniques F. Sigaut³⁷. L'observation approfondie du fonctionnement de la retenue, dans ses dimensions matérielles et immatérielles, permet d'avoir accès aux différentes fonctions que l'objet technique remplit. Nous avons ainsi eu accès aux fonctions hydrauliques et économiques de ces ouvrages, mais aussi à leurs fonctions mémorielles, sociologiques et politiques. La qualification de ces formes de « mise en ressource » implique

³⁷ Sigaut F., « Des Idées pour observer », *Techniques & Culture*, vol. 54-55, n° 1, 2010, p. 89-97.

l'observateur ; c'est en effet l'analyse qui permet d'identifier les formes immatérielles de valorisation de ces retenues, alors que les acteurs eux-mêmes adoptent un point de vue plus normatif (évaluation hydrologique et économique) qui les amène à faire un bilan contradictoire du changement technique. D'un côté ils estiment ces retenues insuffisantes à remplir les fonctions qu'ils leur assignent. D'un autre côté ils estiment que ces retenues sont un bienfait. Cette contradiction prend son sens dans l'analyse des dimensions immatérielles de la ressource que constitue une retenue collinaire.

Si l'eau est le miroir des sociétés comme l'écrit O. Aubriot³⁸, les retenues sont le support de ce miroir qui contribue à faire exister le groupe qui s'y reflète. Dès lors, la retenue collinaire représente une ressource importante d'un point de vue immatériel. Tour à tour ressource mémorielle, ressource politique, ressource sociologique, les retenues contribuent à faire exister le groupe local, que ce soit à travers un ancrage physique sur le territoire ou en faisant vivre le groupe à travers des relations conflictuelles, la production de discours et de relations autour de l'eau.

Autour de ces retenues, le matériel et l'immatériel s'agrègent autour des dimensions techniques et politiques de l'usage des retenues. Ainsi l'érection de ces ouvrages au statut de ressources repose sur l'articulation de plusieurs dimensions de l'action technique et du discours. Seuls ceux qui ont les moyens d'associer ces différentes dimensions peuvent faire de la retenue une « ressource » importante pour leur ascension personnelle. C'est le cas des gardiens de retenues dont le rôle devrait être analysé plus avant. En tant que passeurs de frontières entre le local et l'extérieur, entre le matériel et l'immatériel, entre la retenue et ses riverains, ces acteurs occupent une place dont l'analyse permet de mieux comprendre les dynamiques qui se jouent autour des retenues collinaires, que se soit en termes de changement sociotechnique, d'intervention publique ou des relations que les sociétés rurales entretiennent avec l'État.

Bibliographie

Attia H. « Réflexions à propos du développement régional de la Tunisie intérieure et méridionale ». In Blanc-Pamard C. (dir.) *Le développement rural en questions : paysages, espaces ruraux, systèmes agraires : Maghreb-Afrique noire-Mélanésie*. ORSTOM, Paris, 1984, p. 205-223.

Aubriot O., *L'eau, miroir d'une société, irrigation paysanne au Népal central*. CNRS Éditions, Paris, 2004.

Aubriot O., Riaux J. (Eds). *Savoirs sur l'eau, techniques et pouvoirs*. Revue Autrepart, n°65, 2013.

³⁸ Aubriot O., *L'eau, miroir d'une société, irrigation paysanne au Népal central*. CNRS Éditions, Paris, 2004.

Bachta M.-S., « Restauration des sols et politiques foncières en Tunisie : une interrogation », In Pontanier R. (dir), *L'homme peut-il refaire ce qu'il a défait ?* John Libbey Eurotext, Paris, 1995, p. 419-428

Battesti V. « Les oasis du Jérid, des ressources naturelles et idéelles », in Picouet M. (ed), *Environnement et sociétés rurales en mutation. Approches alternatives*. IRD Éditions, 2002, p. 201-213.

Bédoucha G., *L'eau, l'amie du puissant, une communauté oasienne du Sud-tunisien*. Edition des archives contemporaines, Paris, 1987.

Cecchi P. (dir.). *L'eau en partage. Les petits barrages de Côte d'Ivoire*. IRD Éditions, Paris, 2007.

Chérif M., « Les mouvements paysans dans la Tunisie du XIXe siècle », *Revue de l'Occident Musulman et de la Méditerranée*, 30, 1980, p. 21-55.

Cheyran J. P., Gumuchian H. « L'évaluation des impacts des politiques publiques paysagères au sein des Parcs Naturels Régionaux en montagnes méditerranéennes : quelles méthodes ? Quels outils ? », in *Montagnes Méditerranéennes*, 16, 2002, p. 13-24.

Cheyran J. P., Riaux J., (2013). « Les notions d'aléa et de risque vues du Haut Atlas : pratiques, savoirs et savoir-faire », in *VertigO*, 13(2), 2013 [édition numérique].

Gammar A. M., « La dorsale tunisienne, entre représentation linéaire et réalité régionale ». In Salem A. et Naceur Omrane M. (dir.) *La Tunisie du Nord : espace de relations : actes du deuxième colloque du Département de géographie*, Publications de la Faculté des lettres de la Manouba, Tunis, 1999, p. 61-83.

Gana A. « Aux origines rurales et agricoles de la Révolution tunisienne » *Maghreb-Machrek*, 215, 2013, p. 57-80.

Gana A., Cohen M., Ghachem N. « La gestion de l'eau en Méditerranée: un champ d'exploration des inégalités écologiques », In Mouri H. (Dir) *Eau, lien social et dynamiques locales*, publication de la faculté de la Manouba, 2012, p. 239-257

Lacombe, G. *Évolution et usages de la ressource en eau dans un bassin versant aménagé semi-aride. Le cas du Merguellil en Tunisie Centrale*. Thèse de Doctorat, Université Montpellier II. 2007, 304 p.

Pabiot F. *Optimisation de la gestion d'un barrage collinaire en zone semi-aride*. Mémoire de Master, ENSAM Montpellier, 1999, 113 p.

Riaux, J. (2012). "Et eux là-bas, que pensent-ils de la Révolution ? Pêle-mêle de propos recueillis dans le kairouannais (2011-2012)." Bulletin de l'Institut de Recherches sur le Maghreb Contemporain 10: 27-28.

Riaux J., Giraldi M., Nouri H., « Quand l'histoire s'imisce dans les problématiques contemporaines de l'eau. L'espace irrigué de Kerma (Tunisie) », *Espaces et sociétés*, [accepté 2014].

Roose, E., Sabir M., Laouina A., *Gestion durable des eaux et des sols au Maroc : valorisation des techniques traditionnelles méditerranéennes*. IRD Éditions, 2010.

Sally H., Lévite H., Cour J. « Local water management of small reservoirs: Lessons from two case studies in Burkina Faso » *Water Alternatives*, 4(3), 2011, p. 365-382.

Selmi S. *Interventions de l'État en milieu rural et réactions des collectivités locales face à la gestion d'une ressource rare. Les lacs collinaires dans le semi-aride tunisien*. Thèse de doctorat en Économie du développement agricole, ENSA Montpellier/IRD Tunis, 1996.

Selmi S., Nasri S., *Les lacs et retenues collinaires en Tunisie*. Rapport Hydromed, ORSTOM/INGRE, 1997, p.

Selmi S., Talineau J.-C. « Diversité et problématique de la gestion collective des lacs collinaires tunisiens. La ruralité dans les pays du Sud à la fin du vingtième siècle ». In J.-M. Gastellu (ed), *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du vingtième siècle*. Paris, ORSTOM, 1997, p. 455-470.

- Selmi S., Talineau J.-C. « Stratégie étatique face aux réalités paysagère et paysanne. Aménagement et développement autour des lacs collinaires tunisiens ». in A. Salem and M. Naceur Omrane, *La Tunisie du Nord : espace de relations*, Publications de la Faculté des lettres de la Manouba, Tunis, 1999, p. 179-198.
- Sigaut F., « Des Idées pour observer », *Techniques & Culture*, vol. 54-55, n° 1, 2010, p. 89-97.
- Valensi L. *Fellahs tunisiens. L'économie rurale et la vie des campagnes aux 18e et 19e siècles*. Paris, Mouton, 1977.
- Venot J.-P., Andreini M., Pinkstaff C.B., « Planning and Corrupting Water Resources Development: The Case of Small Reservoirs in Ghana » *Water Alternatives*, 4(3), 2011, p. 399-423.
- Venot J.-P., Krishnan J. « Discursive framing: Debates over small reservoirs in the rural South », in *Water Alternatives*, 4(3), 2011, p. 316-324.
- Venot J.-P., Cecchi P. « Valeurs d'usage ou performances techniques : comment apprécier le rôle des petits barrages en Afrique subsaharienne ? », *Cahiers Agricultures*, 20(1-2), 2011, p. 112-117.
- Venot J.-P., Hirvonen M., « Enduring Controversy: Small Reservoirs in Sub-Saharan Africa », *Society and Natural Resources*. 2013, [format électronique].